

## Point d'actualité sur le Haut-Karabagh (Compte-rendu de table-ronde)

### Description

Début novembre, un peu plus d'un mois après les premiers combats meurtriers constatés entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie autour du Haut-Karabagh, l'espoir d'une guerre claire était écarté. Les forces azerbaïdjanaises, militairement bien pourvues et soutenues par leur puissant allié turc, se heurtaient alors à la résistance d'appoint par l'armée de défense de l'Artsakh.

Organisée le 2 novembre 2020 à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco) par l'Observatoire des États post-soviétiques du CREE (Centre de recherches Europes-Eurasie), cette table-ronde est efforcée de réunir des représentants de toutes les parties en présence. Le souhait d'y adjoindre un spécialiste exposant le point de vue azerbaïdjanais sur cette guerre n'a toutefois pu être exaucé. Au-delà des questions sur les origines de ce conflit, cette table-ronde a tenté de dépasser la présentation réductrice d'une simple question nationale faussement réglée à l'époque soviétique.

### L'actualité de la guerre au Haut-Karabagh

**Vahram Ter Minassian**<sup>(1)</sup>, de retour en France après un mois à Erevan, explique que les conditions de vie dans la capitale arménienne se dégradent très fortement. Outre les conséquences catastrophiques de la pandémie de coronavirus, les Arméniens subissent quotidiennement des coupures d'électricité et rencontrent de nombreux problèmes d'approvisionnement. Or, les médecins généralistes, mobilisés dans les hôpitaux militaires, n'assurent plus la prise en charge des habitants dans cette période critique. Néanmoins, l'armée s'organise en vue de l'effort de guerre : dons de vêtements, organisation de grandes prières, recrutements de volontaires via les bureaux de l'Union patriotique des vétérans de la première guerre du Haut-Karabagh.

Depuis le 27 septembre 2020, date du début du conflit, le régime de la loi martiale a été décrété en Arménie. Le gouvernement exerce dès lors une propagande continue par voie de médias, dans lesquels toute déclaration contraire à celles du gouvernement est bannie. **Taline Papazian**<sup>(2)</sup> souligne que le verrouillage de la communication arménienne fait face au flot constant des communiqués azerbaïdjanais. Face à l'anxiété croissante de sa population confrontée à une guerre d'attrition longue, l'Arménie a modifié sa stratégie, en donnant régulièrement un compte des victimes ainsi qu'une mise à jour des cartes. Avec



1 166 morts annoncés d'octobre novembre c'est arménien, le bilan macabre se hisse déjà au tiers de celui de la première guerre, qui s'était talait sur six années. **Tigrane Yeghavian**<sup>(3)</sup> rappelle que, officiellement, l'Arménie n'est pas en état de guerre : l'Azerbaïdjan se bat contre l'enclave autoproclamée de l'Artsakh, non reconnue par Erevan.

**V. Ter Minassian** signale que la nature de ce second conflit diffère complètement du premier, qui avait vu se faire face deux armées organisées. Les affrontements de l'automne 2020 ont connu une première phase, marquée par l'usage extensif de drones et d'armement lourd par l'Azerbaïdjan, une deuxième avec des combats dans les plaines où la ligne de front a évolué rapidement et, enfin, une troisième phase se déroulant dans les montagnes et apparentant à une guerre de partisans. 60% de la population du Haut-Karabagh a été évacuée, soit près de 80 000 personnes déplacées. Ni le Haut Commissariat aux réfugiés ni aucune ONG ne sont présents, laissant les familles dans une grande détresse psychologique. Les bombardements sur les villes sont stratégiques tout autant que symboliques. C'est ainsi que le Centre de la jeunesse et de la culture de Chouchi, où il était envisagé de déménager les institutions du Haut-Karabagh, est devenu une cible.

Selon **Jean-François Prouse**<sup>(4)</sup>, on assiste dans ce conflit à une démonstration de force disproportionnée en matière d'équipements : l'avance technologique et matérielle azérbaidjanaise conduit à un bouleversement sur le champ de bataille et par conséquent à une démoralisation de la population arménienne. Face à ce sentiment d'impuissance, l'attente envers la Russie est grande.



*Le corridor de Latchine (photo Jean-Christophe Collin).*

## L'impact du conflit sur la politique intérieure des belligérants

Afin de saisir l'importance du conflit au Haut-Karabagh, il est important de le réinscrire dans un temps long. Cette région, autrefois composée de nationalités imbriquées, a subi un processus d'ethnisation depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Haut-Karabagh est devenu la pièce maîtresse pour comprendre l'Arménie contemporaine, notamment la « karabaghisation » de ses élites post-soviétiques. Ce nationalisme, forgé par **Taline Ter Minassian**<sup>(5)</sup>, rend compte de la montée en puissance de personnalités politiques ancrées dans cette région et devenues *leaders* sur la scène politique arménienne, tels que les présidents Serge Sarkissian ou Robert Kotcharian. Ces élites arméniennes, par ailleurs de plus en plus corrompues, ont pourtant laissé figer la question du Haut-Karabagh pendant 26 ans, alors que le temps jouait contre l'Arménie. À la faveur d'une révolution de velours en 2018, l'outsider Nikol Pachinian a été porté au pouvoir, rompant avec cette tradition d'élites politiques qui pouvaient se targuer en outre d'une plus grande proximité opérationnelle avec la Russie.

Au cours des deux dernières décennies, le rapport de force entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a considérablement changé. L'Azerbaïdjan de 2020 n'est plus « l'atout failli » de 1994 et a désormais les moyens de ses ambitions. Selon **Jean-Robert Raviot**<sup>(6)</sup>, la propagande belliciste de l'ex-catif azerbaïdjanais martèle que l'armée azerbaïdjanaise est invincible, occultant l'appui militaire turc. En effet, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, bien conscient de l'isolement et de la fragilité politique de l'Arménie, compte profiter de cet avantage.

**J.-F. Pérouse** souligne que l'alliance turque est fondamentale pour expliquer la position de force dans laquelle se situe l'Azerbaïdjan : elle se matérialise par trois types d'intégration. Tout d'abord, l'intégration militaire entre les deux pays est totale, notamment avec des entraînements conjoints. Elle est ensuite doubl e d'une intégration économique croissante depuis le début des années 2010. Bakou constitue le premier investisseur étranger en Turquie. Les récits nationaux convergent, voire fusionnent à la limite de la confusion affective, comme cela a d j  t constaté en 2015 avec la célébration du centenaire de la victoire de Canakkale. Enfin l'intégration démographique passe par de nombreux échanges universitaires, l'acquisition de la nationalité turque par mariage et le marché du travail.

  Ankara, comme l'explique **T. Papazian**, la légitimité de la guerre est mise en avant avec l'objectif de déplacer la ligne de démarcation que l'URSS avait contribué à figer. En effet, la récupération des territoires occupés par l'Arménie depuis 1994 permettrait, entre autres, de réécrire plus facilement l'histoire turco-arménienne sur une échelle plus large, à l'avantage des Turcs. Pour autant, le soutien turc reste à nuancer, ce pays s'interessant à d'autres horizons stratégiques, libyen et syrien notamment, où<sup>1</sup> Ankara est plus engagé.



Le corridor de Latchine, 1<sup>er</sup> décembre 2020 (photo Jean-Christophe Collin).

## Des enjeux de politique mondiale

De par son importance stratégique, le conflit du Haut-Karabagh est en réalité une guerre par procuration dans laquelle les puissances régionales et mondiales jouent de leur influence.

Au niveau régional, comme le rappelle **T. Y gavian**, Israël est un partenaire économique et militaire de premier plan pour Bakou. L'ex-catif israélien conçoit ce conflit comme un terrain d'expérimentation de son arsenal, notamment pour ses « drones kamikazes » et la constitution d'une base-arrière contre l'Iran. Par ailleurs, la menace de la présence de mercenaires et de djihadistes, pour la plupart sunnites et ennemis de Téhéran, aux portes de l'Iran irait dans le sens des intérêts de Washington, qui y verrait un vecteur supplémentaire pour faire plier la République islamique. Ces différents paramètres du conflit amènent au constat d'une sortie de la logique des blocs : il ne s'agit pas d'un affrontement opposant l'OTAN

À l'OTSC, l'Ouest au bloc eurasiatique.

Pour la Turquie, cette guerre par procuration permet de créer un nouveau foyer de tensions dans le Caucase du Sud. Elle pousse la Russie à intervenir et à déstabiliser son statut de médiateur que Moscou avait patiemment construit après 1994. Les Turcs ont pour ambition de prendre la coprésidence du Groupe de Minsk<sup>(7)</sup>, dessein soutenu par l'Azerbaïdjan. **T. Ter Minassian**, rapportant les paroles de l'Ambassadeur français coprésident du Groupe Stéphane Visconti, précise que même « si les médiations du Groupe de Minsk n'aboutissent que rarement, il a le mérite d'être une arène d'échanges ». En effet, il « reste un exemple unique, avec l'exploration de l'espace, où Américains, Français et Russes travaillent conjointement, sans tenir compte des contingences politiques ».

De son côté, **Ilya Platov**<sup>(8)</sup> souligne que la Russie, à travers les déclarations de son président Vladimir Poutine, cherche avant tout un *statu quo* dans ce conflit qui est perçu comme ethnique et non inter-étatique. De plus, parmi les messages destinés à la Turquie, le Kremlin a réaffirmé le lien religieux avec l'Arménie, même s'il est nuancé par des partenariats noués aussi bien avec cette dernière qu'avec l'Azerbaïdjan. Ainsi, Moscou a rappelé le génocide arménien perpétré par l'empire ottoman qu'il a mis en lien avec le massacre des Arméniens de Soumgaït en Azerbaïdjan soviétique en 1988. Enfin, V. Poutine continue de percevoir Recep Tayyip Erdoğan comme un homme raisonnable à la tête d'une puissance pragmatique. Comme souvent, une entente bilatérale négociée est privilégiée.

Depuis l'époque de l'administration Obama, la présence des États-Unis dans le Caucase se caractérise par un investissement prudent. Le retrait américain sur les questions caucasiennes est poursuivi sous la présidence de Donald Trump, tandis que l'enjeu des élections américaines de novembre 2020 a relé le conflit caucasien au second plan. Après quelques sorties maladroites de D. Trump et les propos diplomatiques convenus du Secrétaire d'État Mike Pompeo, les acteurs non institutionnels (organisations arméno- ou azéro-américaines) ont, comme le précise **Julien Zarifian**<sup>(9)</sup>, pris le relais. L'expert américain a repris la main qu'en octobre, avec un appel au cessez-le-feu lancé par le Département d'État. La Maison Blanche a alors proposé de discuter avec les pays scandinaves pour mettre en place une force d'interposition.

Finalement, face à son incapacité à imposer un cessez-le-feu durable, le Groupe de Minsk va-t-il survivre ou se re-configurer ? La Russie serait favorable à l'incorporation de la Turquie à la coprésidence, seule solution à la pérennité du Groupe. Enfin, **J.-R. Raviot** met l'hypothèse d'une « astanisation » du règlement du conflit, en référence au processus d'Astana de 2017 au cours duquel des zones de cessez-le-feu ont été créées en Syrie (cet accord a notamment été signé par la Russie, l'Iran et la Turquie, en l'absence des puissances occidentales) à l'idée tant que les États-Unis et la France seraient un obstacle à la négociation d'une solution.

Notes :

- (1) Vahé Ter Minassian est journaliste et envoyé spécial sur le terrain. Il est l'auteur de *Arménie, Chroniques de la III<sup>e</sup> République* (L'Harmattan, Paris, 2018).
- (2) Taline Papazian est chargée de cours à l'université d'Aix-en-Provence. Elle est l'auteure de *L'Arménie à l'épreuve du feu, Forger l'État à travers la guerre* (Karthala, 2016).
- (3) Tigrane Yéghavian est journaliste et essayiste. Il est l'auteur de *Minorités d'Orient : les oubliés de l'histoire* (éd. du Rocher, Paris, 2019).
- (4) Jean-François Prouse est géographe et ancien directeur de l'Institut des études anatoliennes. Il est l'auteur, avec Nicolas Cheviron, de *Erdogan à l'ère de la Turquie ?* (éd. François Bourin, Paris, 2017).
- (5) Taline Ter Minassian est historienne et professeure à Inalco. Elle est l'auteure de *Les Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient* (Presses de Sciences Po, Paris, 1997) et *Les Galaxies Markarian* (éd. Le Félin, 2018) – Co-modératrice de la table ronde.
- (6) Jean-Robert Raviot est professeur à l'université Paris Nanterre et spécialiste de la sociologie politique des élites dans la Russie contemporaine. Il a dirigé *La Russie : vers une nouvelle guerre froide ?* (La Documentation française, Paris, 2016) – Co-modérateur de la table ronde.
- (7) Créé en 1992 par la CSCE, le Groupe de Minsk cherche à encourager la recherche d'une solution pacifique et négociée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabagh. Co-présidé par la Russie, la France et les États-Unis, il rassemble outre les belligérants huit autres pays dont la Turquie.
- (8) Ilya Platov est maître de conférences à Inalco. Il a été l'organisateur du colloque international « La Russie et la Turquie en Eurasie postsoviétique et au Proche-Orient, interactions de deux puissances émergentes » (Inalco à CREE, Paris, 2012).
- (9) Julien Zarifian est maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise spécialiste de la politique des États-Unis au Sud-Caucase.

Regarder la [vidéo de la Table-ronde](#).

Regarder la [vidéo de la Table-ronde organisée le 27 novembre 2020](#).

\* Gwenaëlle CROQ est étudiante en 3<sup>e</sup> année de licence russe à Inalco.

\*\* Raphaël DA SILVA est juriste, ancien étudiant en langue persane et actuellement en année préparatoire au doctorat (APD) à Inalco.

---

244x78

Image not found or type unknown

**date créée**

04/12/2020

**Champs de M  ta**

**Auteur-article :** Gwena  lle CROQ\* et Rapha  l DA SILVA\*\*